

RAPPORT ANNUEL 2024





SolsocASBL



@solsocong



Solsoc



solsoc-asbl

Solsoc ASBL

Rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles

Tél : +32 (0)2 505 40 70

E-mail : info@solsoc.be

CCP BE07 8777 9913 0166

N° BCE : 0432.624.255

Non assujetti à la TVA

RPM Tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles

Directrice : Veronique WEMAERE

Présidente : Estelle CEULEMANS

Vice-présidentes : Martini HAGIEFSTRATIOU

Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND

Administrateur-riche-s :

ARNOLDY Alex, BEN ACHOUR Malik, CEULEMANS Estelle, HAGIEFSTRATIOU Martini, HUT Caroline, JAMMAR Paul, JOTTRAND Gabrielle, KABASELE Grégoire, LAMAS Rafael, LEPOIVRE Florence, LEVÉQUE Arnaud, MANFREDI Lara, MARLIER Francis, POT Julien, REHAN Patrick, RYADI Ahmed, THOMAS Frédéric, VIERENDEEL Florence, VIELLE Pascale.

Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be

Graphisme : www.ramdam.be

Adresse de l'expéditeur : Coenraets 68, 1060 Bruxelles

Éditrice responsable : Veronique WEMAERE



Solsoc est membre de l'association Récolte de fonds Ethique (RE-EF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.



Solsoc est une organisation non gouvernementale agréée par la Coopération belge au développement (DGD). Elle est l'une des organisations de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, Solsoc soutient des mouvements sociaux et des organisations de la société civile en Afrique, Amérique latine et au Proche-Orient afin de contribuer à un changement social progressiste, laïque et démocratique.

En Belgique, Solsoc relaie les préoccupations de ses partenaires internationaux à travers des actions politiques et d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Solsoc participe également à des plateformes, coupoles et réseaux d'acteurs qui partagent ses valeurs de solidarité et de justice sociale.





© Solsoc 2025 (Bolivie)

01 INTRODUCTION	4
Édito	5
Solsoc en bref en 2024	6
Pourquoi promouvoir le travail décent ?	7
Carte des partenaires	8
02 ACTIONS DE SOLSOC ET DES PARTENAIRES EN 2024	10
Favoriser la création d’emplois décents à travers l’économie sociale et solidaire	11
Défendre les travailleur·euse·s via l’action syndicale	15
Étendre l’accès à la protection sociale grâce aux mutuelles de santé	19
Faire progresser la démocratie et les droits humains par la participation citoyenne	23
Promouvoir l’émancipation des femmes et des jeunes	29
Mobiliser les citoyen·ne·s et les politicien·ne·s belges	31
03 FINANCES ET ADMINISTRATION	36

INTRO DUCTION



ÉDITO | UN MONDE EN BASCULE

Depuis quelque temps, on sent le monde vaciller, la planète grogner. En 2024, s'est amplifié sous nos yeux sidérés, un tourbillon de conflits meurtriers, d'injustices sociales, de dérèglement climatique, et de reculs démocratiques. Pouvoir le dire, c'est déjà mesurer le privilège ne pas être en première ligne.

Dans certaines régions du monde, l'horreur a atteint un point culminant et le vocabulaire une tournure dramatique. Génocide à Gaza, viols et meurtres de masse au Kivu, massacres ethniques au Soudan, en Éthiopie, en Birmanie, camps de détention et torture des Ouïgours en Chine...

Partout, les droits fondamentaux sont bafoués : ceux des travailleuses et travailleurs, des femmes, des peuples autochtones, des personnes migrantes, racisées, des minorités LGBTQ+. L'espace d'expression de la société civile se rétrécit d'année en année, limitant les possibilités de faire valoir ces mêmes droits. Et l'espoir qui subsistait de défendre un monde plus juste et solidaire par les urnes a été globalement balayé.

Malgré les victoires électorales de la gauche au Mexique, au Royaume-Uni et en Moldavie, les résultats des urnes en 2024 ont confirmé une montée des droites et extrêmes droites, des discours autoritaires et individualistes. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en est

l'illustration parfaitement inquiétante, mais l'Europe a ses figures non moins menaçantes. Et le virage de la droite traditionnelle, auréolé de succès jusqu'en Wallonie, fait craindre une dynamique postfasciste qui légitime la haine et les logiques d'exclusion, tout en prétendant défendre les libertés individuelles.

Avec ces dirigeant·e·s, c'est non seulement la paix, mais aussi tout le tissu social, la santé, la lutte contre la faim, la protection de l'environnement qui sont en danger. Pour pouvoir augmenter les budgets militaires, ils ont annoncé des coupes dans les services publics, les secteurs non marchands et la solidarité internationale. Les moyens risquent de se tarir pour celles et ceux qui promeuvent la dignité humaine et la justice sociale dans le monde.

La Belgique ne fait pas exception. Le secteur de la coopération au développement, déjà fragilisé par des années de sous-financement, est menacé. Pourtant, il est plus que jamais essentiel. Car les inégalités mondiales se creusent et les pays du Sud global paient un prix exorbitant pour une crise climatique qu'ils n'ont pas provoquée.

Face à ce contexte inquiétant, il serait tentant de céder à la lassitude, au découragement. Mais ce n'est pas une option. Car partout, des voix se lèvent. Des luttes s'organisent. En Amérique latine, en Afrique, en Palestine, les mouvements sociaux partenaires de Solsoc revendiquent

une autre société et proposent des solutions. Ces luttes sont les nôtres.

Notre force, c'est une solidarité active, ancrée dans les luttes concrètes, dans les territoires, dans les alliances. Une solidarité internationaliste qui refuse le repli, le racisme, la résignation. Une solidarité politique, qui questionne les causes structurelles des inégalités et qui appelle à un changement de système et à une transition juste.

SOLSOC EN BREF EN 2024

1 programme commun quinquennal (2022-2026) avec FOS & IFSI co-financé par la DGD sur la thématique du travail décent

28 organisations internationales partenaires directes, dans 8 pays d'Afrique, d'Amérique latine et du Proche Orient

574

organisations de la société civile, dont **76** réseaux renforcés

Ces organisations et réseaux contribuent à l'amélioration des conditions de vie de plus de

471.000
bénéficiaires

5.103.718€

d'appui aux programmes & projets des partenaires internationaux et

496.137€

consacrés aux stratégies de plaidoyer et de mobilisation en Belgique

27 plateformes de mobilisation et de plaidoyer en Belgique

17

travailleur·euse·s (15,95 ETP)

Collaborations structurelles avec FOS & IFSI et

9

organisations de l'action commune socialiste : Solidaris-UNMS, FGTB, Soralia, MJS, Pac, Cepag, PS, Multipharma et P&V

POURQUOI PROMOUVOIR LE TRAVAIL DÉCENT ?

Le travail nous occupe toute une partie de notre vie et devrait nous permettre de vivre une vie digne, de satisfaire nos besoins essentiels, de nous soigner et de prendre soin de celles et ceux qui ne sont pas ou plus en mesure de le faire.

Pourtant, encore aujourd’hui dans le monde¹ :

- 300 millions de travailleur-euse-s vivent dans l’extrême pauvreté (< 1,90 dollar/jour) ;
- 2 milliards de personnes gagnent leur vie dans l’économie informelle, ne leur offrant aucune garantie ni reconnaissance ;
- 4 milliards de personnes n’ont accès à aucun système de protection sociale ;
- 160 millions d’enfants sont astreints au travail ;
- Les femmes sont payées environ 22% de moins que les hommes ;
- 743 millions de personnes ont subi durant leur vie active au moins une forme de violence et de harcèlement au travail ;
- 2,78 millions de personnes meurent chaque année d’accidents du travail ou de maladies professionnelles.

L’accès au travail décent est un droit fondamental qui fait partie de la Charte Internationale des Droits de l’Homme, et du Programme des Nations Unies de développement durable pour 2030. Or, les chiffres ci-dessus le montrent, trop peu d’efforts sont faits pour respecter ce droit. De nombreux pays continuent à se faire concurrence pour attirer les investissements au détriment des conditions de travail et des salaires des travailleur-euse-s. Une grande partie de la population est active dans l’économie informelle, et la part du travail « précaire » dans l’économie formelle augmente. Les droits des travailleur-euse-s en matière de libertés syndicales et de dialogue social sont mis sous pression.

Pour avancer vers la réalisation de ce droit, l’Organisation Internationale du Travail (OIT) a adopté en 2008 l’Agenda pour le Travail Décent.

Celui-ci inclut **4 piliers indissociables** :

1. promouvoir l’**emploi** et des moyens de subsistance durables en créant un environnement institutionnel et économique durable ;
2. respecter, promouvoir et mettre en œuvre les principes et les **droits fondamentaux** au Travail, notamment, la liberté d’association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective ; l’élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire ; l’abolition

effective du travail des enfants ; l’élimination de la discrimination en matière d’emploi et de profession ; et un milieu de travail sûr et salubre ;

3. prendre et renforcer des mesures de **protection sociale** — sécurité sociale et protection du travail — durables et adaptées aux circonstances nationales ;
4. promouvoir le **dialogue social** et le tripartisme en tant qu’expression de la liberté d’association et de négociation collective inscrites dans les droits humains universels, et comme outils de gouvernance à caractère normatif.

Ces piliers l’Agenda pour le Travail Décent contribuent à la lutte contre la pauvreté et à plus d’équité, à des sociétés plus résilientes en assurant à chaque personne un revenu suffisant et l’accès à des services de base de qualité et renforcent la gouvernance démocratique, la paix et la stabilité sociale. C’est pour ces raisons que le programme commun 2022-2026 de FOS, IFSI et Solsoc se base à nouveau sur ces mêmes piliers pour en faire ses axes de travail prioritaires.

1 Sources : Rapports OIT « Ne laisser personne de côté : mettre en place une protection inclusive des travailleurs dans un monde du travail en mutation », 2023. <https://vu.fr/aZqX>
« Travailler pour bâtir un avenir meilleur », 2019. <https://vu.fr/IEcl> | « Rapport mondial sur la protection sociale 2020–2022 », 2022. <https://vu.fr/qInOi>

Comment travaillent Solsoc et ses partenaires ?

Solsoc est basée à Bruxelles et n'a pas de bureau de représentation dans les pays d'intervention du programme. Dans l'optique de renforcer les mouvements sociaux, elle travaille avec des organisations locales qui sont ses partenaires directs ou « partenaires associés ». Ces organisations accompagnent à leur tour avec des méthodes basées sur l'éducation populaire une diversité de « partenaires limitrophes » : des mutuelles de santé, des syndicats, des coopératives, réseaux d'économie sociale et solidaires, communautés rurales, associations de quartiers.



Belgique



ÉCONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE



Bolivie



SYNDICATS



Burkina Faso



PROTECTION SOCIALE



Burundi



DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE & DROITS HUMAINS



Colombie



MOBILISATION CITOYENNE & POLITIQUE



Maroc



ÉMANCIPATION DES FEMMES & DES JEUNES



Palestine



République
démocratique du Congo

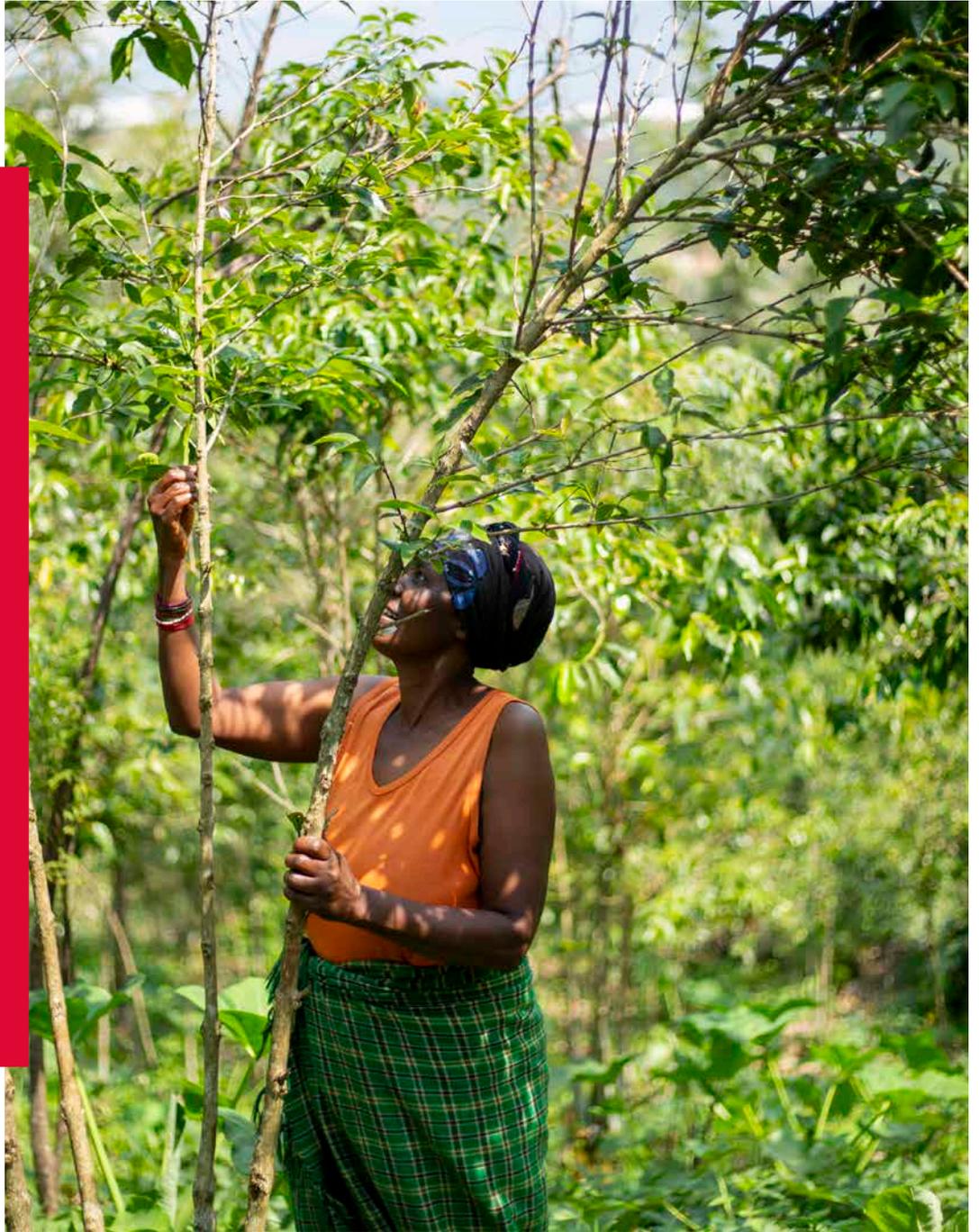


Sénégal



ACTIONS

DE SOLSOC ET DES PARTENAIRES EN 2024



FAVORISER LA CRÉATION D'EMPLOIS DÉCENTS À TRAVERS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



Bolivie

AYNI
FUNDAA SUR
PASOS



Burkina Faso

ASMADE



Burundi

ADISCO
CNAC-B



Colombie

ATI
IPC



Maroc

AJR
IFAAP
AFAQ



Palestine

MAAN
PAC



**République
démocratique
du Congo**

DIOBASS
CENADEP
CONAPAC



Sénégal

GREEN
SENEGAL

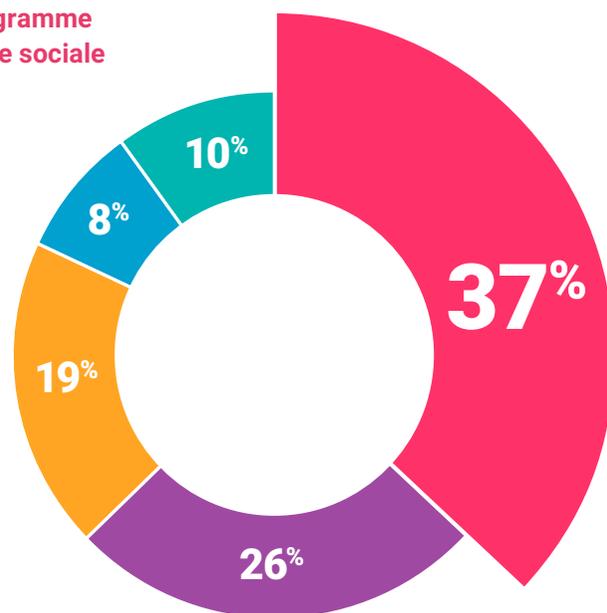
Organisations locales appuyées :

301 initiatives d'économie sociale et solidaire (IESS) : coopératives, groupements d'intérêt économique ou de jeunes, organisations communautaires et 23 réseaux.

Partenaires en Belgique :

Wallonie-Bruxelles International, Brussels international (Région de Bruxelles), FGTB Centrale Générale, Solidaritis et P&V.

■ Part du budget du programme consacrée à l'économie sociale & solidaire



L'économie sociale et solidaire (ESS) regroupe des organisations formelles ou informelles poursuivant des objectifs sociaux et environnementaux, fondées sur la solidarité, la démocratie, l'équité et la coopération. Elle bénéficie d'une reconnaissance croissante à l'échelle internationale, marquée notamment par l'adoption en 2024* par l'ONU d'une résolution réaffirmant son rôle dans le développement durable. L'OIT, l'OCDE et l'UE ont également adopté des textes en faveur de l'ESS, perçue comme une alternative au modèle économique capitaliste.

En 2024, Solsoc et ses partenaires ont soutenu 301 initiatives et 23 réseaux d'ESS dans 8 pays via des formations, du matériel, un appui financier et un renforcement organisationnel, impactant positivement plus de 82.600 personnes, dont 63 % de femmes.

* <https://docs.un.org/fr/A/C.2/79/L.22/Rev.1>

Dans la majorité des pays d'intervention de Solsoc, les initiatives d'économie sociale et solidaires portent une attention particulière à l'intégration de pratiques agroécologiques plus respectueuses de l'environnement et à la revalorisation des pratiques et savoirs ancestraux pour favoriser la souveraineté alimentaire et contribuer à la défense des territoires. Ces initiatives sont aussi un vecteur d'émancipation et d'autonomie pour les femmes et les jeunes, jouant un rôle non seulement pour augmenter leurs revenus et améliorer les conditions de vie de leurs familles, mais aussi pour lutter contre les stéréotypes de genre et valoriser la position de la femme dans ces sociétés patriarcales.

Cependant, le développement de l'ESS reste freiné par des obstacles structurels : difficulté d'accès au financement, absence de statut juridique adapté, lourdeurs administratives et méfiance des banques. Beaucoup d'initiatives ne permettent qu'un revenu d'appoint. Le programme de Solsoc joue un rôle clé pour faire évoluer les cadres législatifs en faveur d'un environnement plus propice à l'ESS.

L'axe de l'économie sociale et solidaire reçoit un soutien financier et opérationnel de la DGD (Direction générale de la coopération au développement), de Wallonie-Bruxelles International et de Brussels international (Région de Bruxelles). Il bénéficie de l'appui de P&V, de Solidaris, de la FGTB (Centrale Générale), ainsi que de l'accompagnement du Comité d'Accompagnement (CODAC) du programme. Ce dernier implique des expert·e·s indépendant·e·s et des représentant·e·s du CETRI et du Monde selon les femmes.

BURUNDI

En 2024, la situation économique au Burundi s'est gravement détériorée. Le pays fait face à une inflation généralisée de 36,3 %, à une flambée des prix des biens de première nécessité, à une pénurie de carburant, à des coupures fréquentes d'eau et d'électricité, ainsi qu'à une crise des devises qui fragilise davantage une population déjà appauvrie. La libéralisation du marché des changes n'a pas réduit les écarts entre les taux officiels et ceux du marché parallèle. L'annulation en fin d'année d'un financement de 200 millions de dollars du FMI aggrave encore la crise, obligeant le Burundi à chercher des solutions internes. Le pays reste classé parmi les plus pauvres et les plus fragiles selon l'OCDE.



© Fabrice Mbonankira - Solsoc 2025 Burundi

Au Burundi, le secteur agricole souffre d'une pénurie persistante d'engrais, freinant la productivité, tandis que les producteur·rice·s se détournent progressivement des cultures de rente (comme le thé et le café) au profit des cultures vivrières.

Malgré ces évolutions, l'intervention de Solsoc reste alignée sur les besoins locaux, avec des priorités telles que la création d'emplois durables pour les femmes et les jeunes, l'extension de la protection sociale, l'accès à des soins abordables, et la défense des droits au travail via un dialogue social structuré. Le programme sur le volet ESS se focalise sur l'accompagnement des coopératives paysannes en vue de l'amélioration des revenus de leurs membres, le développement des services offerts par les coopératives, la défense et la préservation des intérêts des paysans, à travers un plaidoyer, dans un contexte de réengagement de l'État dans les cultures d'exportation comme le café.

Par ailleurs, un plaidoyer actif est mené en faveur d'une fiscalité adaptée, de l'accès au crédit et du respect des principes coopératifs. En 2024, une Plateforme nationale de l'ESS regroupant 107 organisations a été créée, marquant une avancée majeure pour la structuration du secteur.

BOLIVIE

La Constitution bolivienne de 2009 a établi une vision ambitieuse visant à remplacer un État républicain à économie néolibérale par un État plurinational basé sur une économie plurielle (communautaire, étatique, privée et coopérative sociale). Cette transition devait permettre une meilleure répartition des richesses, réduire les inégalités et offrir des opportunités aux populations vulnérables.

Après 16 ans, cependant, ce modèle montre ses limites en raison d'une crise politique et institutionnelle majeure, marquée par des divisions au sein du parti au pouvoir, le Movimiento Al Socialismo (MAS), des conflits sociaux permanents et une détérioration économique liée notamment à la baisse des exportations de gaz, à la spéculation, aux pénuries de carburant, à la contrebande et au trafic de drogue.

Dans ce contexte, l'économie sociale et solidaire (ESS) en Bolivie s'organise principalement autour d'initiatives autonomes de petite-s producteur-riche-s, soutenues ponctuellement par les autorités locales ou la coopération internationale, malgré une réduction importante des financements publics. Des associations comme AYNI, FUNDAA.SUR et PASOS accompagnent 29 initiatives d'ESS dans les régions de La Paz et Chuquisaca, en partenariat avec des réseaux tels que le COMEP (Conseils Municipaux Productifs) Achocalla, le FIAP (Fédération Intégrale d'Associations Productrices agricoles) Calamarca et le COMEP Yotala, facilitant ainsi l'entraide communautaire, l'accès au marché et la mise en place de systèmes de garantie participatifs (SGP).



Je m'appelle Katiane Parada Ortiz, j'ai 42 ans et je fais partie de l'association APLECCA à Cañuma, une localité située à 3957 mètres d'altitude, dans la municipalité de Calamarca (La Paz). Notre association compte 26 membres, dont 20 femmes et 6 hommes.

Nous avons bénéficié de formations qui nous ont permis d'améliorer la gestion de notre bétail et d'augmenter ainsi les revenus de nos familles. Avec notre fonds de solidarité, nous empruntons à faible taux pour nourrir les animaux. Nous avons aussi construit un atelier pour transformer le lait en yoghourt et en fromage, vendus localement.

Avec l'appui d'AYNI et de Solsoc, nous suivons des formations pour monter des projets et gérer les fonds municipaux. Cela nous a permis de renforcer l'association et de réaliser plusieurs infrastructures, comme des étables, granges, motopompes ou semences.

LA DYNAMIQUE EN MARCHÉ DE L'ESS EN AFRIQUE

En 2024, l'économie sociale et solidaire (ESS) en Afrique s'est fortement développée, notamment grâce à l'adoption par l'Union Africaine de sa stratégie décennale (2023-2032), visant à favoriser un développement plus équitable, inclusif et durable sur le continent.

Dans ce cadre, plusieurs événements ont été organisés pour renforcer une vision régionale de l'ESS et promouvoir la coopération entre acteurs. Parmi eux :

- le Forum Africain de l'ESS (FORA'ESS) à Yaoundé en mai 2024, qui a permis un dialogue multiacteurs pour valoriser les modèles africains de l'ESS ;
- la seconde édition du Forum des Jeunes Leaders de l'ESS à Yamoussoukro en octobre 2024, centrée sur la création d'une communauté dynamique de jeunes acteur-riche-s engagé-e-s dans l'innovation sociale ;
- le Colloque scientifique international d'Abidjan en novembre 2024, réunissant chercheur-euse-s, acteurs institutionnels et organisations de l'ESS pour explorer ses perspectives de développement.

Solsoc et ses partenaires ont activement participé à ces rencontres pour contribuer à la construction d'un véritable mouvement régional africain de l'ESS.

Partenaires associés
actifs dans le volet ESS

Quelques avancées en 2024

	Bolivie	AYNI FUNDAA SUR PASOS	Le revenu mensuel moyen des familles qui ont achevé le cycle de production agricole a augmenté entre 9% et 50%.
	Burkina Faso	ASMADE	Les activités économiques des femmes des IESS membres du CARTPL ont généré 109.154.150 FCFA (environ 166 404 €) de revenus pour les femmes, soit 296 équivalents temps plein. Ce sont 98 emplois depuis 2021.
	Burundi	ADISCO CNAC-B FEBUTRA	415 emplois créés (28 permanents) dont 328 emplois formalisés dans les 8 coopératives accompagnées dans la Région Kirimiro en fin 2024.
	Colombie	ATI IPC	60 producteur-riche-s et 32 organisations du Réseau Sembrando Paz (RSP) ont participé à 11 marchés communautaires et paysans.
	Maroc	AJR IFAAP AFAQ	6 IESS de femmes travaillant dans des domaines traditionnellement réservés aux hommes ont été soutenues dans les domaines suivants : menuiserie, boucherie, poissonnerie, peinture et carrelage ou dans l'accompagnement comptable.
	Palestine	MA'AN PAC	En réponse à la situation économique catastrophique tant en Cisjordanie qu'à Gaza, la plupart des initiatives ont alloué des paniers alimentaires provenant de leur production pour soutenir les familles déplacées ou les familles les plus affectées par le conflit.
	République démocratique du Congo	DIOBASS CENADEP CONAPAC CRAFOP PRODDDES	À l'initiative des partenaires, un projet de loi pour les entreprises d'économie sociale et solidaire a été déposé en novembre 2024 à l'Assemblée Nationale avec l'aide d'une députée « alliée » et devrait être examiné en mars 2025.
	Sénégal	GREEN SÉNÉGAL	Les IESS appuyées par GREEN ont généré 120.948.628 FCFA (environ 184.385 €) de revenus pour leurs membres, soit l'équivalent de 171 emplois à temps plein.

DÉFENDRE LES TRAVAILLEUR·EUSE·S VIA L'ACTION SYNDICALE



Bolivie

AYNI
FUNDAA SUR
REMTE



Burkina Faso

POSAA
UCRB & ATY



Burundi

FEBUTRA



Colombie

ATI



Palestine

PGFTU

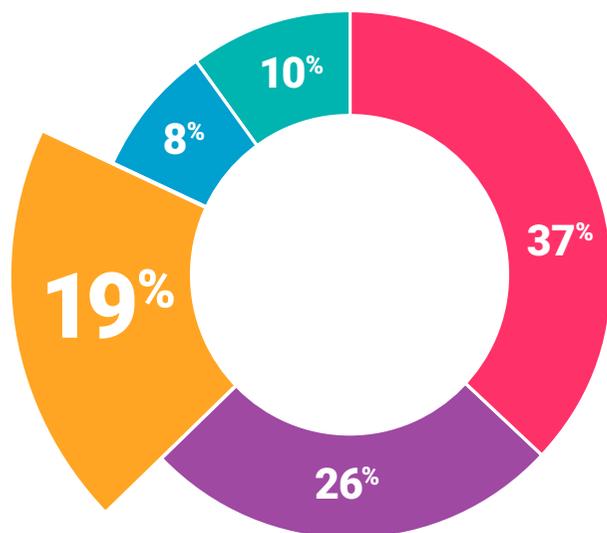
Organisations locales appuyées :

38 syndicats/comités de travailleur·euse·s et 5 fédérations, confédérations ou plateformes de syndicats.

Partenaires en Belgique :

FGTB HORVAL et FGTB Centrale Générale.

■ Part du budget du programme consacrée aux stratégies syndicales



En 2024, le programme de Solsoc et ses partenaires a renforcé les droits des travailleur·euse·s, promu l'égalité de genre dans les syndicats, amélioré leur gouvernance et formé les membres pour valoriser leur métier et professionnaliser leur secteur. La sensibilisation aux droits et normes du travail a aussi été un axe majeur. Fin 2024, 67 260 travailleur·euse·s étaient affilié·e·s aux syndicats partenaires.

Cependant, dans les pays d'intervention, les droits des travailleurs restent fragiles. Les crises économiques, politiques et sécuritaires compliquent l'action syndicale, notamment au Burundi, en Bolivie, au Burkina Faso et en Colombie. Malgré ce contexte tendu – pénuries, inflation, répression des libertés, insécurité – les organisations ont adapté leurs interventions.

Solsoc continue de promouvoir le travail décent, tel que défini par l'OIT, notamment en termes de droits au travail. En 2024, ces actions ont été menées au Burkina Faso, Burundi, Bolivie, Colombie et Palestine, avec le soutien de la FGTB HORVAL, la FGTB Centrale Générale, CODAC, le CETRI et Le Monde selon les femmes.

BURKINA FASO

Au Burkina Faso, Solsoc et la FGTB Horval soutiennent un projet de lutte contre la traite des enfants, mené par l'Association Tind Yalgré (ATY) et l'Union des Chauffeurs Routiers du Burkina (UCRB). Il vise à identifier et prendre en charge des enfants burkinabè victimes de traite, souvent envoyés vers les plantations de cacao en Côte d'Ivoire ou les sites d'orpaillage.

Les enfants interceptés sont réorientés en fonction de leur situation : retour en famille, prise

en charge par les services sociaux ou intégration dans un parcours de formation professionnelle proposé par ATY. Cette formation, d'une durée moyenne de deux ans, se clôture par la remise d'un kit d'installation leur permettant de démarrer une activité génératrice de revenus. En 2024, le nombre d'enfants interceptés a fortement augmenté, en raison d'une meilleure sensibilisation, mais aussi de la crise socio-économique et sécuritaire, qui ont contribué à la vulnérabilité des familles et des enfants face aux réseaux de traite.

Malgré les dangers, les chauffeurs routiers continuent d'assurer l'approvisionnement du pays, certains perdant la vie lors de convois. Ainsi, 13 enfants orphelins ont été intégrés au programme. En octobre 2024, 5 jeunes formés à la fabrication de grillage ont terminé leur parcours, incluant des modules en entrepreneuriat et gestion.



COLOMBIE

En 2024, les conflits se sont intensifiés en Colombie, notamment en fin d'année à la frontière vénézuélienne (Catatumbo) et dans des zones couvertes par le programme, comme la vallée du Cauca. Sur le plan politique, le gouvernement n'a pas réussi à faire adopter les réformes visant à améliorer les conditions de travail, en raison de l'absence de majorité parlementaire. Seul le volet « pensions » de la réforme du travail a avancé, tandis que les autres aspects restent bloqués au Parlement.

Malgré ce contexte peu réjouissant, au niveau du programme, des acquis importants ont pu être obtenus par les partenaires syndicaux de Solsoc soutenus par ATI et la FGTB HORVAL. Les actions du programme dans les domaines de la santé, de l'articulation entre milieux ouvriers et paysans ou en termes de synergies syndicales renforcent travailleur-euse-s, leurs familles et la communauté, ce qui confère aux organisations syndicales un pouvoir additionnel de négociation au sein des entreprises.

Parmi les avancées notables : l'organisation de 23 marchés ouvriers-paysans à Palmira et Dos Quebradas par Sintracatorce et Sinaltrainal, la création d'une ferme agroécologique syndicale près de Guacarí, la poursuite d'actions pour promouvoir l'égalité de genre, et l'identification de maladies professionnelles non reconnues comme telles. Fensuagro a également contribué au plaidoyer auprès du gouvernement en faveur de l'agriculture paysanne (ACFEC) et au développement de labels de garantie pour ses associations de producteurs.



© Ioanna Gimnopoulou - Solsoc 2025 (Colombie)



J'étais ouvrier dans la plantation de canne à sucre de Providencia (Valle del Cauca, Colombie) jusqu'en 2014, quand ils m'ont licencié avec quatre autres collègues sans motif valable, alors que nous avons été élus dirigeants syndicaux de SINTRACATORCE quelques jours plus tôt. Ils nous ont convoqués dans une salle et nous ont dit que l'usine avait décidé de mettre fin à notre contrat de travail. Nous avons dû signer un papier, sans même nous laisser le temps de le lire. Nous étions sous pression, la salle étant entourée par l'armée.

Ma famille a souffert de la faim depuis le premier jour. Je n'ai pas pu trouver de travail, on a retiré mes enfants de l'école parce que je ne pouvais pas payer les frais, nous avons perdu la maison. Ma fille est tombée malade et je n'avais pas d'argent pour les médicaments ou pour l'emmener chez le médecin. Jusqu'à ce qu'elle meure.

Aujourd'hui, nous sommes toujours dans une mauvaise situation. La seule chose que nous avons, c'est le syndicat, qui ne nous a jamais abandonnés et qui continue à nous soutenir pour qu'un jour un juge nous donne raison.

Grâce au programme et à l'appui d'un grand nombre d'allié-e-s, la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) étudie aujourd'hui la possibilité de l'examiner le cas de José Andrés Banguero en tant qu'affaire internationale.

José Andrés Banguero

Partenaires associés
actifs dans le volet syndical

Quelques avancées en 2024

**Bolivie**AYNI
FUNDAA SUR
REMTE

À travers ses ateliers départementaux, REMTE a formé 211 travailleuses de la CGTFB et 44 travailleuses de la FSTGB sur les questions de genre et leur lien avec les droits au travail.

**Burkina Faso**POSAA
UCRB + ATY

Au 31/12/24, 234 enfants et jeunes (pré-adultes) ont été interceptés par l'UCRB, principalement dans les gares de Ouagadougou. Parmi eux-elles, 49 ont été placé-e-s par ATY dans des centres de formation à Ouagadougou, Boussé, Zorgho, Fada N'Gourma et Koudougou.

**Burundi**

FEBUTRA

91 délégué-e-s et membres ont bénéficié de formations en 2024.

**Colombie**

ATI

18 marchés ouvriers-paysans ont pu être organisés en 2024 dans la ville de Palmira. Sur base de ce modèle, cinq *tianguis* ouvriers-paysans ont été organisés dans la ville de Dos Quebradas.

**Palestine**

PGFTU

En 2024, 22 comités de travailleur-euse-s sont actifs dans 4 gouvernorats distincts.



ÉTENDRE L'ACCÈS À LA **PROTECTION SOCIALE** GRÂCE AUX MUTUELLES DE SANTÉ



Burkina Faso
ASMADE



Burundi
ADISCO
PAMUSAB



**République
démocratique
du Congo**
CENADEP
PASCO
CRAFOP



Sénégal
OYOFAL PAJ

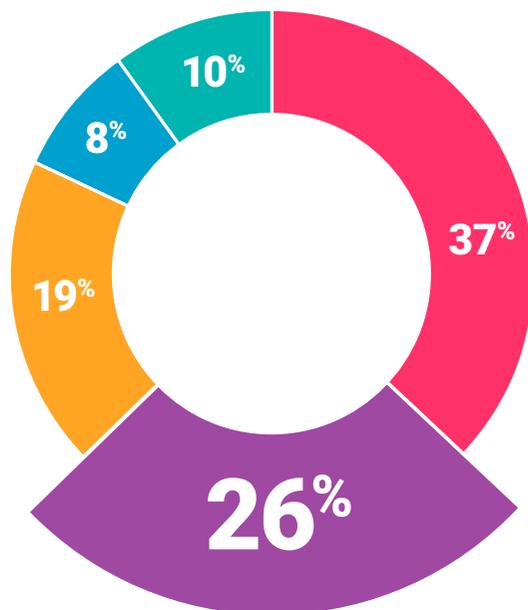
Organisations locales soutenues :

116 mutuelles, 2 centres de santé et 21 unions, fédérations et plateformes de mutuelles soutenues, pour un total de 289.550 bénéficiaires dont 164.875 femmes ayant ainsi accès aux soins de santé.

Partenaires en Belgique :

Solidaris et Multipharma.

■ Part du budget du programme consacrée à la protection sociale



L'accès à la protection sociale pour toutes et tous est essentiel pour faire face aux aléas de la vie : vieillesse, chômage, maladie, accident... La protection sociale est un ensemble de politiques et de programmes destinés à prévenir et réduire l'impact des risques sur la sécurité des revenus des travailleuses et des travailleurs tout au long de leur vie.

Se soigner à coût abordable est un droit universel, mais d'importantes inégalités de couverture persistent. Bien que la couverture mondiale soit passée de moins de 43 % en 2015 à 52,4 % en 2023, 3,8 milliards de personnes restent exclues, en grande partie à cause du manque de financements. Les écarts sont marqués entre hommes et femmes, entre les travailleur-euse-s de l'économie formelle et informelle, et selon le niveau de revenu des pays. Dans les pays à faible revenu, la couverture stagne à 9,7 % depuis 2017.

Face à ces défis, renforcer la coopération internationale et adapter les systèmes aux enjeux actuels – comme la crise climatique – est essentiel. Pour garantir l'accès à la santé – l'un des socles de la protection sociale – avec une vision solidaire et inclusive, Solsoc et Solidaris soutiennent des mutuelles de santé communautaires au Burundi, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et au Sénégal. Celles-ci permettent à des familles en milieu rural ou tirant leur revenu de l'économie informelle d'accéder à des soins médicaux.

En 2024, 289.550 personnes ont ainsi bénéficié d'une couverture santé dans ces 4 pays.

SÉNÉGAL

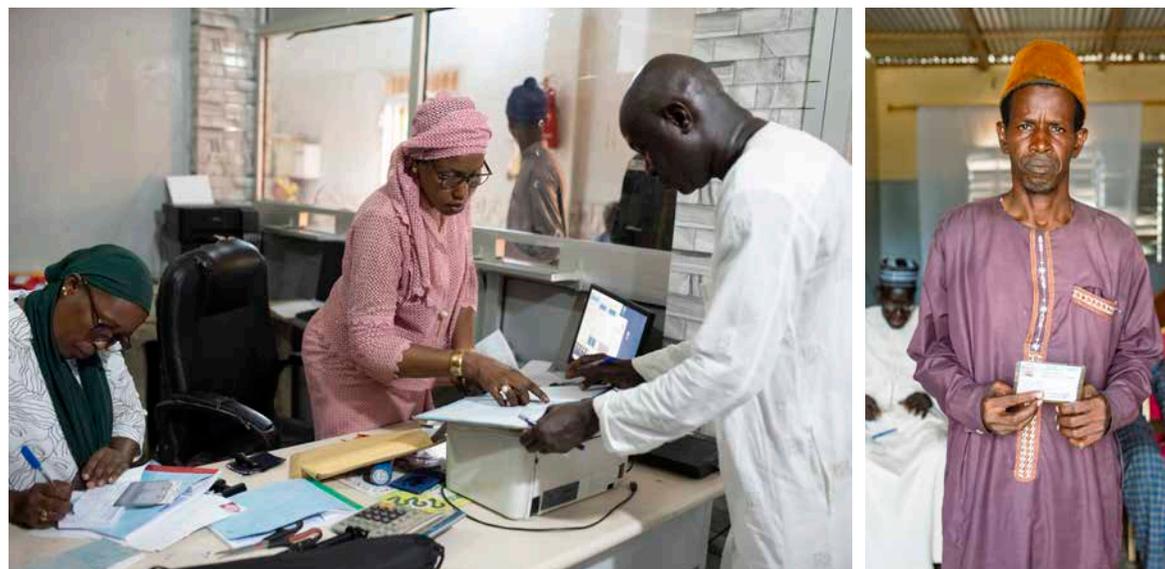
Le réseau Oyofal Paj regroupe 43 mutuelles de santé communautaires, dont 10 soutenues par notre programme à Kaolack. Il appuie aussi 3 Unions Départementales et 1 Union Régionale. 144.337 personnes bénéficient ainsi des services des mutuelles de santé.

En 2024, Oyofal Paj a mené des campagnes de sensibilisation (radios, tontines, caravanes) pour promouvoir l'adhésion aux mutuelles. Résultat : un taux de fidélisation de 89 % pour les 10 mutuelles appuyées, dépassant largement l'objectif de 75 %.

Depuis 2023, une base de données Access a été développée pour enregistrer les affilié-e-s et générer des cartes à QR code. Ce système, devenu pleinement opérationnel en 2024, facilite l'accès aux soins hors commune d'affiliation et renforce la confidentialité des données, malgré des défis techniques (connexion, matériel).

Un enjeu clé subsiste : la dette de l'État sénégalais, qui ne verse que partiellement la subvention promise de 3 500 FCFA par adhésion depuis 2021. Pour faire pression afin d'obtenir le remboursement, Oyofal Paj et l'UNAMUSC ont mené une action de rétention des données en 2024.

Ces actions rappellent l'importance des mutuelles communautaires pour l'accès aux soins au Sénégal.



DYNAMIQUE MUTUALISTE RÉGIONALE EN AFRIQUE CENTRALE (PAMAC)

Face à l'accélération des agendas internationaux sur la protection sociale (Couverture Santé Universelle, Agenda 2063 de l'Union africaine), Solsoc poursuit son soutien au mouvement mutualiste en Afrique centrale.

La Plateforme des Acteurs Mutualistes d'Afrique Centrale (PAMAC), rassemblant des organisations du Burundi, de la RDC, du Tchad, du Cameroun et du Gabon, œuvre pour une protection sociale en santé plus équitable. Elle favorise la synergie entre ses membres et agit par le plaidoyer et l'échange de bonnes pratiques. Consciente du faible taux de couverture dans la région, la PAMAC met en place des espaces d'échange et de renforcement des capacités. À terme, il s'agit de créer un vrai réseau solidaire entre mutuelles de différents pays, pour que chacun-e puisse accéder aux soins, peu importe où il-elle se trouve.

Des rencontres ont eu lieu au Gabon (2021) et au Cameroun (2023) ; la prochaine se tiendra en 2025 à Kinshasa. Ces rencontres ont renforcé le plaidoyer : au Cameroun, une reprise du processus législatif sur les mutuelles a été enclenchée ; au Burundi, une proposition de loi est prête, et au Tchad, en cours de rédaction.



Je suis Madame Eldjima Kader Ouaidou, Secrétaire Générale de la Fédération Interprovinciale des Mutuelles de Santé au Tchad (FEIMUSAT) et mutualiste engagée, notamment dans la province du Mayo-Kebbi Est, un mouvement qui a vu le jour au Tchad avec le soutien de la Coopération suisse et s'est progressivement structuré grâce à cet accompagnement technique.

[...] Ma participation aux travaux de la PAMAC a renforcé mon engagement et mes capacités en matière de gouvernance mutualiste. Dans une région où la représentativité des femmes dans les instances de gouvernance reste faible, y compris pour les mutuelles à raison de 32 % contre 68 % d'hommes chez nous au Tchad, l'intégration des aspects genre dans le choix des membres des commissions de la PAMAC offre un cadre pour les femmes de démontrer nos capacités et cela nous reconforte dans notre engagement de voir les femmes s'impliquer davantage dans les mécanismes d'accès aux soins de santé.

EN BELGIQUE

En 2024, sous la présidence belge du Conseil de l'Union européenne, l'accès à la protection sociale figurait parmi les priorités. À cette occasion, Espérance Kaneza, secrétaire exécutive de la PAMUSAB (Burundi) et partenaire de Solsoc, est intervenue lors d'une conférence de haut niveau pour parler de l'accès à la santé via les mutuelles pour les travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.

Dans le contexte des élections de 2024, Solsoc s'est également mobilisée avec le secteur pour interpellier les candidat-e-s sur leurs engagements en matière de travail décent et de protection sociale, à travers un mémorandum et des apéros politiques coordonnés par le CNCD-11.11.11.

Partenaires associés actifs dans le volet protection sociale

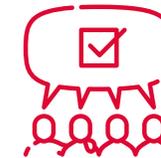
Quelques avancées en 2024

	Burkina Faso	ASMADE	66.051 affilié-e-s aux mutuelles soutenues par Solsoc (contre 55.655 en 2023), malgré le contexte d'insécurité et la fermeture de certaines mutuelles.
	Burundi	ADISCO PAMUSAB	35 mutuelles de santé communautaires sont appuyées, comptant 9 205 ménages, soit une croissance de 54 %.
	République du Congo	CENADEP PRODDDES PASCO CRAFOP	Un paquet de base sur la santé sexuelle et reproductive est accessible dans les centres d'accueil de PASCO.
	Sénégal	OYOFAL PAJ	Opérationnalisation et déploiement de la base de données ACCESS. Formation des 10 gestionnaires de mutuelles appuyées.



© Fabrice Mbonankira-Solsoc 2025 (Burundi)

FAIRE PROGRESSER LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS HUMAINS PAR LA PARTICIPATION CITOYENNE



Colombie

ATI
IPC



Maroc

AJR
IFAAP
AFAQ



Palestine

MA'AN
PAC



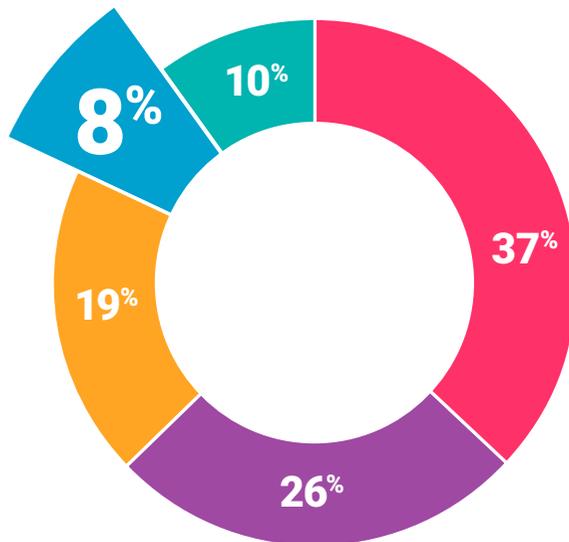
République démocratique du Congo

CENADEP
PRODDDES

Organisations locales soutenues :

46 associations de citoyenneté, de femmes, de jeunes et 25 réseaux.

■ Part du budget du programme consacrée à la démocratie & citoyenneté



L'année 2024 restera dans l'histoire comme celle de la plus grande vague électorale jamais enregistrée : plus de 60 pays ont organisé des scrutins, mobilisant près de la moitié de la population mondiale. Pourtant, cette séquence électorale n'a pas été synonyme de renouveau démocratique. Au contraire, elle a mis en lumière la fragilité des institutions et le durcissement des clivages politiques, y compris dans les régimes considérés comme démocratiques.

Partout, on a vu se renforcer l'opposition entre deux visions du monde : d'un côté, un « camp libéral », attaché à l'État de droit et à l'ordre international ; de l'autre, un « camp illibéral » qui, sous couvert de légitimité électorale, adopte des pratiques de plus en plus autoritaires. Selon l'Indice démocratique mondial 2024 publié par The Economist Intelligence Unit, à peine 6,6 % de la population mondiale vit aujourd'hui

sous un régime pleinement démocratique, soit deux fois moins qu'en 2014.

Dans un contexte de polarisation politique croissante, les inégalités se creusent, les voix critiques sont réprimées, et les dépenses militaires explosent. Dans ce monde incertain, l'éducation populaire et la résilience des sociétés civiles demeurent pour nous des outils essentiels pour retisser le lien social, mis à mal par les crises politiques, humanitaires et climatiques.

En 2024, 46 associations engagées dans les domaines de la citoyenneté, des droits des femmes et de la jeunesse, ainsi que 25 réseaux partenaires de Solsoc, ont uni leurs forces pour défendre ces principes. Ensemble, elles ont renforcé la résilience des communautés locales et soutenu des dynamiques de plaidoyer ancrées dans les réalités du terrain.

EN RDC, UNE SOCIÉTÉ CIVILE MOBILISÉE FACE À LA RÉPRESSION, À LA GUERRE ET AUX INJUSTICES

La République Démocratique du Congo, à peine sortie de l'élection présidentielle de décembre 2023, a illustré de façon saisissante la conjonction des dérives susmentionnées. Le tissu social a continué de se déliter, les dépenses militaires ont explosé, et la répression à l'encontre des défenseur-euse-s des droits humains s'est accrue. À l'Est, la guerre s'est intensifiée sous l'effet du soutien du Rwanda au M23 et de l'implication de groupes armés étrangers. Le coût humain de ce conflit est immense et la situation sécuritaire et humanitaire reste critique.

Face à ce contexte, les partenaires de Solsoc comme le PRODDDES, le CENADEP, le CRAFOP

et DIOBASS ont redoublé d'efforts pour analyser la situation, formuler des prises de position argumentées et renforcer la mobilisation citoyenne. La campagne de veille électorale lancée en 2023 s'est transformée en campagne de veille citoyenne, axée sur la cohésion nationale. Des ateliers ont permis de mobiliser les OSC et de publier plusieurs interpellations, notamment contre la répression des personnes LGBT ou la révocation arbitraire de la reconnaissance juridique d'ASBL.

À Kinshasa, le ROPAFKI, soutenu par le CENADEP, a défendu des maraîcher-ère-s expulsé-e-s. Un sit-in devant le ministère de la Justice a conduit à l'arrestation des spoliateurs, marquant une

victoire symbolique contre l'impunité. Leur plaidoyer local a gagné une portée nationale, remettant en cause le sentiment d'impunité des « intouchables ».

Dans le Lualaba, ATRAM a dénoncé les impacts sanitaires de l'exploitation minière de TFM (CMOC). Malgré le déni de l'entreprise, plus de 1.000 familles ont été déplacées et indemnisées. ATRAM a aussi plaidé pour une traçabilité accrue des minerais artisanaux et le respect des promesses d'infrastructures.



PALESTINE : QUAND LE DROIT S'EFFONDRE, LA SOLIDARITÉ S'ORGANISE

En 2024, la situation en Palestine a connu une détérioration dramatique. Depuis le 7 octobre 2023, les bombardements sur Gaza ont causé la mort de plus de 60.000 personnes, principalement des femmes et des enfants, et fait plus de 111.000 blessé-es. La destruction massive des infrastructures essentielles a plongé la population dans une crise humanitaire aiguë : 90 % des habitant-es de Gaza sont déplacé-es, avec un accès extrêmement limité à l'eau, aux soins et à l'alimentation. L'économie s'est effondrée, le chômage dépasse les 80 % et l'inflation atteint des sommets.

En Cisjordanie, les violences s'intensifient également : près de 900 personnes ont été tuées, des milliers blessées, et de nombreuses habitations démolies à la suite d'attaques de colons ou d'opérations militaires. Les arrestations

massives se multiplient, avec plus de 9.600 Palestinien-nes détenu-es, souvent sans procès. Malgré les appels au cessez-le-feu et les résolutions adoptées par l'ONU, les violations du droit international persistent et l'accès à l'aide humanitaire reste extrêmement restreint.

Dans ce contexte, nos partenaires MA'AN et PAC soutiennent activement les jeunes et les communautés locales, en renforçant leur capacité de mobilisation et de défense de leurs droits. La campagne « Boycottez votre occupation » promeut une résistance non violente à travers des actions artistiques, éducatives et numériques. En parallèle, « Nous plantons notre nourriture, nous récoltons notre liberté » encourage la création de jardins domestiques pour renforcer la résilience et l'autonomie alimentaire.

Face à l'urgence, des élans de solidarité ont émergé : nettoyage et réparation des camps de réfugié-es, distribution de vivres et d'eau. Des activités culturelles, des espaces d'expression artistique et des camps pour les jeunes permettent de recréer du lien, de partager les vécus et de raviver l'espoir.

L'autonomisation des jeunes reste au cœur de l'action de nos partenaires MA'AN et PAC. En 2024, le groupe Masarrat Al-Mada a lancé, avec le Centre Handala, une initiative culturelle dans le village de Farkha (Salfit), régulièrement ciblé par les colons. Quinze enfants y ont renforcé leurs capacités sociales et culturelles, aboutissant à la création de la chanson « Lumière du village », une ode à leur terre, leur culture et leur identité palestinienne.



Ce qui rend possible notre action auprès des enfants, c'est avant tout l'équipe. La manière dont on travaille ensemble, sans hiérarchie, dans un esprit de collaboration où chacun respecte profondément le rôle des autres, crée une dynamique unique. C'est ça qui nous permet de toucher les enfants à travers l'art, de leur transmettre quelque chose de précieux et de les aider à grandir autrement.

Hamza Osama Al-Bakri avec son oud accompagne les jeunes membres du groupe d'Al-Mada du village de Farkha et les encourage à écrire et chanter des mélodies folkloriques palestiniennes (2024).

BELGIQUE MOBILISATION POUR LA JUSTICE ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

En 2024, Solsoc a redoublé d'efforts en Belgique pour faire entendre la voix des populations palestiniennes et congolaises.

Aux côtés de l'ABP, du CNCD et de la FGTB, nous avons porté haut nos exigences : un cessez-le-feu urgent à Gaza, un accès humanitaire sans entrave, des sanctions contre les colons violents, et la suspension des accords UE-Israël. La venue à Bruxelles de Rami Massad du Popular Art Center a donné un visage humain à ce combat, sensibilisant largement le public sur la réduction de l'espace civique palestinien.

En RDC, notre plaidoyer avec EURAC et la Plateforme Afrique centrale a ciblé l'abrogation du protocole UE-Rwanda sur les minerais,

l'arrêt de la coopération militaire avec Kigali, et l'adoption de sanctions contre les responsables de violations des droits humains. La nomination d'un-e représentant-e spécial-e de l'UE pour les Grands Lacs, obtenue en 2024, est un signal positif, même si son impact reste à mesurer. Par ailleurs, nous avons porté les alertes de nos partenaires congolais sur les agressions contre la société civile jusqu'aux autorités belges et européennes.

Côté mobilisation, près de 20.000 € ont été collectés au profit de Ma'an à Gaza, grâce à des événements publics, un lunch solidaire et la participation engagée aux 20 km de Bruxelles.

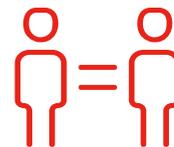


Partenaires associés actifs dans le volet démocratie & citoyenneté

Quelques avancées en 2024

	Colombie	IPC ATI	Suite à la documentation par l'IPC des cas de violation des droits humains liés à l'environnement par les entreprises d'extraction de l'or sur le Rio Nechí, la sous-région du Bajo Cauca a été officiellement désignée « district agro-minier et de pêche », pour promouvoir la durabilité des régions où se déroulent des opérations minières.
	Maroc	AJR IFAAP AFAQ	Réalisation d'actions d'interpellation politiques sur des thématiques variées (réhabilitations d'espaces publics - parcs, centres de jeunesse, accès aux soins de santé publics, économie sociale et solidaire, protection sociale ...)
	Palestine	MAAN PAC	En 2024, les groupes soutenus ont fait part de leur résilience en réagissant face aux besoins émergents depuis le début du conflit, en mobilisant la communauté dans des actions de volontariat. Par exemple, des jeunes se sont mobilisés pour fournir des paniers de nourriture aux populations déplacées, notamment dans le nord de la Cisjordanie.
	République démocratique du Congo	DIOBASS CENADEP DIOBASS	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de la campagne de veille citoyenne sur la démocratie et les droits sociaux qui a interpellé le ministre de la Justice et la ministre des Droits humains pour qu'il revienne sur ses décisions à propos de la régularisation du dossier des ASBL et pour dénoncer les mesures prises par le procureur de la Cour de cassation pour traquer les membres de la communauté LGBT. • À Kinshasa, nombreuses actions de plaidoyer pour dénoncer la spoliation des terres des producteurs agricoles de la Ville qui ont abouti à l'arrestation des spoliateurs et des autorités coutumières impliquées. • À Bukavu, dans le cadre du « protocole sur le système alimentaire » signé par des ONG et la ville de Bukavu, la FCMU a pris le lead de la composante commercialisation / réglementation normative sur la qualité des produits locaux au sein de la plateforme multi acteurs. • Plaidoyer (en cours) pour que l'EVRAS fasse partie des activités extrascolaires des écoles publiques. • Démarches pour relancer le Cadre de Concertation National de la Société Civile, acteur de la concertation tripartite Gouvernement - Partenaires au Développement - Société Civile. <p>Plusieurs actions de mobilisation ont abouti. Par exemple, la signature du « protocole sur le système alimentaire » relative à la qualité des produits locaux (Bukavu), l'arrestation de spoliateurs de terre maraîchères (Kinshasa), la suspension des décisions prises par le Ministre de la Justice sur la régularisation du dossier des ASBL qui leur était défavorable, ...</p>

PROMOUVOIR L'ÉMANCIPATION DES FEMMES ET DES JEUNES



Bolivie
AYNI
FUNDAA SUR
REMTE



Burundi
FEBUTRA



Colombie
ATI
IPC



Maroc
AJR
IFAAP
AFAQ



Palestine
MA'AN
PAC



**République
démocratique
du Congo**
CENAEP
PRODDes

Organisations locales soutenues :

53 associations, dont 20 organisations promues par des femmes et 20 organisations créées par et pour les jeunes.

Dans l'ensemble de ses actions, Solsoc et ses organisations partenaires cherchent à contribuer à l'émancipation des femmes et des jeunes dans la perspective de rééquilibrer les rapports de genre et de domination en général.

Ces publics, souvent écartés des espaces de pouvoir, rencontrent des obstacles similaires dans leur participation politique, économique et sociale. Les jeunes adultes, et davantage les jeunes filles font face à des difficultés croissantes pour accéder à l'autonomie. Ils et elles sont plus touché-e-s que leurs aînés par le chômage et des revenus faibles et irréguliers.

Enfin, fait particulièrement grave, les femmes, partout dans le monde, sont exposées à des risques très élevés de violence basée sur le genre qu'elle soit physique, sexuelle, psychologique ou économique. C'est pourquoi, dans tous les pays du programme, les organisations partenaires de Solsoc incluent, à des degrés divers, des accompagnements d'organisations locales pour favoriser la prise de conscience des relations de domination et les changer structurellement.

Pour cela, l'éducation populaire est un outil pertinent et mobilisé par ces dernières pour favoriser notamment l'émergence d'un leadership féminin et des jeunes, favorisant une meilleure représentation de ces publics, ainsi que pour permettre une prise de conscience par les hommes et les femmes des relations inégales qui nuisent à toutes et tous.

BURUNDI

Au Burundi, plus d'une décennie de crise sociale et politico-militaire a profondément fragilisé la population, en particulier les groupes les plus vulnérables tels que les femmes, les enfants, les personnes en situation de handicap et les minorités ethniques. Cette instabilité a accentué les inégalités entre les sexes, provoquant une hausse des violences basées sur le genre, une augmentation du nombre de femmes cheffes de ménage, une pauvreté généralisée et des déplacements forcés vers des camps de réfugié-e-s. Si la Constitution garantit l'égalité entre les femmes et les hommes, des discriminations persistent, tant dans les lois encore influencées par les coutumes que dans les pratiques sociales quotidiennes. Les femmes et les filles restent ainsi les premières touchées par la précarité et les normes patriarcales profondément ancrées.

Dans le cadre de son programme au Burundi, Solsoc et ses partenaires ont accordé une attention particulière à l'intégration de l'approche genre au sein des actions menées. Ainsi, l'UPH a organisé un débat public sur le genre marquant une étape importante dans la sensibilisation. L'organisation a également lancé un réseau d'«hommes positifs» engagés en faveur de l'égalité de genre, en lien avec les mutuelles de santé et les coopératives bénéficiaires du programme. De son côté, l'UHACOM poursuit son travail de structuration des femmes au sein d'espaces dédiés à l'entrepreneuriat solidaire, et accompagne le développement des mouvements de femmes HAGURUKA au sein des coopératives, contribuant ainsi à renforcer progressivement le leadership féminin dans la

région. Les initiatives mises en œuvre par les partenaires de Solsoc au Burundi permettent donc de trouver des alternatives pertinentes pour rééquilibrer les relations de domination liées au genre.



© Solsoc / Lucie Chopart - Maroc 2023

MAROC

Au Maroc, malgré certaines avancées juridiques, les femmes continuent de faire face à de nombreuses discriminations légales, politiques, économiques et culturelles, dans un contexte marqué par une vision patriarcale persistante. Les inégalités touchent notamment le droit à l'héritage, l'accès à l'avortement, la criminalisation des rapports extraconjugaux, ou encore les mariages précoces, autorisés dans certains cas par dérogation judiciaire. Les femmes subissent également une précarité économique accrue, un taux d'analphabétisme plus élevé et une sous-représentation dans les sphères politiques. Parallèlement, les jeunes de 15 à 24 ans — qui représentent 39% de la population — sont confronté-e-s à des obstacles majeurs tels que le chômage, l'exclusion sociale ou l'échec scolaire. Parmi eux, les jeunes femmes sont particulièrement touchées, avec un taux de NEET (sans emploi, éducation ou formation) atteignant 37,3 %, contre 13,5 % chez les jeunes hommes, révélant une inégalité structurelle préoccupante dans l'accès à l'éducation et aux opportunités économiques.

Dans les quartiers populaires de Casablanca, l'accompagnement par nos organisations partenaires AFAQ, AJR et IFAAP joue un rôle clé pour renforcer les capacités des associations, des initiatives d'économie sociale et solidaire (IESS) et des réseaux à défendre les droits des femmes et des jeunes et à influencer les politiques publiques en matière de genre, de jeunesse, d'économie sociale, de protection sociale et de citoyenneté. AFAQ a soutenu six IESS portées par des femmes dans des secteurs traditionnellement masculins, contribuant à leur

autonomie économique tout en luttant contre les stéréotypes de genre. De son côté, AJR a accompagné quatre associations de quartier dans des actions de plaidoyer sur des besoins concrets identifiés localement qui bénéficient essentiellement aux femmes et aux jeunes, comme la réhabilitation d'espaces sociaux et culturels ou encore l'amélioration des services de santé publique, illustrant l'impact direct de ces dynamiques citoyennes sur le quotidien des habitantes et habitants.



Mariem Cherki, originaire du quartier Hay Mohammadi à Casablanca, a dû affronter très tôt la précarité et les stéréotypes liés à sa condition de femme issue des quartiers populaires. Mariée jeune, sans diplôme, elle travaille comme coiffeuse pour subvenir aux besoins de sa famille après la perte d'emploi de son mari. Sa vie prend un tournant lorsqu'elle rejoint un programme d'autonomisation économique porté par l'association AFAQ. En 2023, elle crée la coopérative Miri Beauty, bien plus qu'un salon : « Au-delà de nos services commerciaux, nous avons transformé notre salon en un espace de formation continue à la coiffure et à l'esthétique, au profit des femmes en situation de précarité. Nous avons organisé des campagnes de sensibilisation sur les violences faites aux femmes, et contribué à équiper dix d'entre elles en matériel de base pour lancer leur propre activité grâce à notre caisse d'épargne solidaire ». Mariem reprend confiance, renforce ses liens familiaux, et entame des études universitaires en sciences politiques et juridiques. Aujourd'hui, elle est reconnue comme une figure de leadership dans son quartier. Grâce aux formations reçues, elle a structuré son projet, tissé des partenariats locaux et fait de Miri Beauty un véritable espace d'émancipation pour les femmes. Elle transmet désormais un message d'espoir : « En seulement trois ans, je suis passée de la marge de la société à un rôle de leadership et d'initiative. L'espoir ne meurt jamais. Il a parfois seulement besoin d'une opportunité... ou d'une main tendue. »

BELGIQUE

En Belgique, Solsoc collabore étroitement avec Soralia, l'organisation féministe du réseau Solidaris. Cette collaboration nous a permis de mettre sur pied un projet d'échange entre AFAQ, organisation partenaire de Solsoc au Maroc et organisation de femmes dont l'objectif est l'émancipation des femmes des quartiers populaires de Casablanca, et des animatrices régionales de Soralia. Cet échange a été concrétisé par la création d'une exposition "À la rencontre de la sororité au Maroc" à destination des animatrices régionales de Soralia. Celle-ci a été diffusée durant l'année 2024. En outre, notre intégration systématique dans leur magazine "Femmes Plurielles" nous permet de mettre à l'honneur le travail des organisations partenaires de Solsoc sous le prisme du genre. Le 8 mars 2024 a aussi été l'occasion de mettre en lumière la réalité vécue par les femmes à Gaza. Nous avons donc publié, ensemble avec l'associatif socialiste, une carte blanche, "L'impossible quotidien des femmes à Gaza", consacrée à la thématique. Notre grande récolte de fonds de 2024 était largement consacrée à soutenir spécifiquement les besoins des femmes et des enfants dans ce contexte de génocide.

**Partenaires associés actifs
dans le volet émancipation**

Quelques avancées en 2024



Bolivie

AYNI

FUNDAA SUR

PASOS

REMTE

En moyenne 47 % de femmes occupent des postes de direction au sein des IESS des régions de Sucre et La Paz. Elles participent activement aux réunions locales, nationales et internationales pour défendre les intérêts de leurs organisations.



Burundi

ADISCO

FEBUTRA

PAMUSAB

À la FEMUSCABU, une femme vient d'occuper le poste de vice-présidente. 11 sur 35 mutuelles sont présidées par des femmes. De plus, la FEMUSCABU influence les formations sanitaires partenaires en matière de l'égalité de genre et organise des séances de sensibilisation sur l'hygiène menstruelle et sur le rôle de la femme dans la promotion des mutuelles.



Colombie

ATI

IPC

Le secrétariat des femmes et communautés diverses de Sinaltrainal s'impose comme un moteur de transformation syndicale en Colombie, rassemblant 518 femmes pour faire avancer l'égalité de genre dans les négociations collectives et les dynamiques internes.



Maroc

AJR

IFAAP

AFAQ

Participation aux consultations de la société civile pour la réforme de la « Moudawana » (code de la famille), une réforme portant des enjeux d'égalité entre hommes et femmes.



Palestine

MA'AN

PAC

Les groupes soutenus ont fait part de leur résilience en réagissant face aux besoins émergents depuis le début du conflit. Par exemple, des jeunes se sont formé-e-s aux techniques de premier secours et des femmes se sont mobilisées pour fournir un soutien psychosocial aux enfants affecté-e-s par la situation sécuritaire et le vécu dans les camps de réfugié-e-s.



**République
démocratique
du Congo**

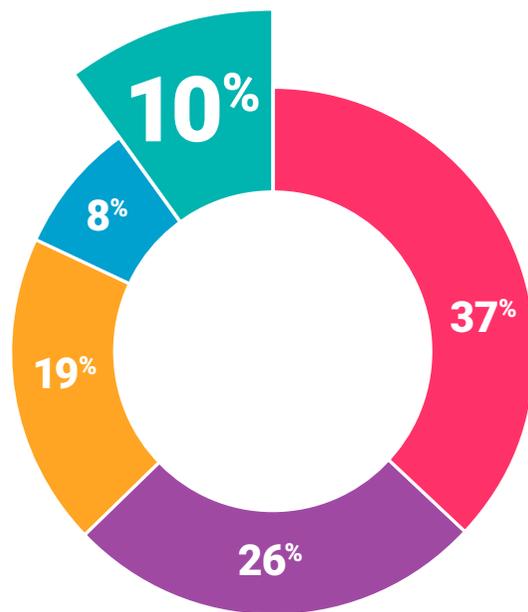
CRAFOP

Dans l'Équateur, CRAFOP a mis en place un processus participatif et inclusif d'analyse des pesanteurs sociales et des violences liées au genre. Il a initié des rencontres d'échanges "intercouples" sur la masculinité positive et les approches de changements dans les relations hommes-femmes.

MOBILISER LES CITOYEN·NE·S ET LES POLITICIEN·NE·S BELGES



■ Part du budget du programme consacrée à la mobilisation citoyenne & politique (Belgique)



En Belgique, comme mentionné dans les parties thématiques, Solsoc relaie les positions de ses organisations partenaires internationales auprès des mandataires et décideur·euse·s socialistes et/ou des plateformes de plaidoyer, et à travers des actions de sensibilisation ciblant les organisations francophones de l'action commune socialiste : FGTB, Solidaris, Soralia, PAC, MJS, CEPAG...

En outre, Solsoc rend visibles les différentes actions du programme via différents canaux de communication (site internet, newsletter, Solscoop, communiqués, réseaux sociaux) et récolte des fonds pour financer ses projets.



NOS RÉSEAUX SOCIAUX



Facebook
SolsocASBL

2023 : 3.300 abonnés
2024 : 3.418 abonnés

**+ 118 nouveaux-nouvelles
abonné-e-s**

 **+3,58%**



Instagram
@solsocong

2023 : 528 follower
2024 : 578 followers

**+ 50 nouveaux-nouvelles
followers**

 **+9,47%**



Bluesky
@solsoc.bsky.social

Face à la montée
de la haine en ligne,
à l'élection de Donald Trump
et à l'instrumentalisation
de Twitter par Elon Musk,
Solsoc a fait le choix de
quitter la plateforme X
pour rejoindre Bluesky.



LinkedIn
Solsoc-asbl

2023 : 513 abonnés
2024 : 559 abonnés

**+ 46 nouveaux-nouvelles
abonné-e-s**

 **+9,47%**



NOS PUBLICATIONS

4 Nombre de **Solscoop** envoyés en 2024

12 Nombre de **newsletters** et de **communiqués** diffusés

1.185 Nombre de **personnes** abonnées à nos communiqués et à nos newsletters

1 rapport **institutionnel** annuel

1 rapport **grand public** annuel



Le Solscoop est une publication papier destinée aux donateur·rice·s et aux sympathisant·e·s de Solsoc.

Les **communiqués** publiés par Solsoc sont généralement destinés à mobiliser ses sympathisants ou à les informer sur les positionnements et les actions de l'ONG.

La **newsletter** vise quant à elle à maintenir le contact avec ceux-ci en les informant des activités et actions menées.

Solsoc publie également de nombreuses **notes d'analyses et de plaidoyer**, téléchargeables sur www.solsoc.be.

COMMUNICATION DIGITALE

www.solsoc.be

Le site web de Solsoc constitue notre outil central de communication digitale. Il permet de présenter notre vision, nos actions, nos partenaires et nos campagnes. En 2024, 15 articles et actualités y ont été publiés.



portfolio.solsoc.be

Solsoc dispose d'un portfolio en ligne accessible via un sous-domaine de son site web principal : portfolio.solsoc.be. Cet espace est dédié à la mise en valeur de contenus visuels en haute définition, tels que des reportages photo, des vidéos, ou encore des visuels de campagne. Il constitue une ressource précieuse pour nos activités de communication, de sensibilisation et de plaidoyer et offre une rétrospective pour nos productions visuelles publiées au fil des années.



RÉSULTATS DE LA RÉCOLTE DE FONDS

La campagne de récolte de fonds « Urgence à Gaza »

En 2024, face à l'aggravation dramatique de la situation humanitaire dans la bande de Gaza, Solsoc a lancé une campagne de récolte de fonds exceptionnelle, en lien avec la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars. Celle-ci alertait sur les conditions extrêmement précaires dans lesquelles vivent les habitant-e-s de Gaza : accès limité à l'eau potable, à la nourriture et aux soins de santé, infrastructures détruites, et flux d'aide humanitaire fortement entravé. Dans ce contexte déjà catastrophique, les femmes sont encore plus vulnérables, subissant davantage de violences, avec un accès très réduit aux services sanitaires et de secours.

Face à l'insuffisance des financements publics et à l'urgence de la situation à Gaza, Solsoc a lancé une campagne de mobilisation citoyenne pour récolter **20.000 euros** en soutien à ses partenaires MA'AN et PAC. Relayée via nos canaux digitaux, des supports imprimés et des événements (dont un lunch solidaire chez Smart et la participation aux 20 km de Bruxelles), la campagne a permis d'atteindre l'objectif grâce à une large mobilisation.

Soupe solidaire

À l'occasion de la venue en Belgique de notre partenaire palestinien Rami Massad, une **soupe solidaire** a été organisée. Les bénéficiaires ont été affectés à la campagne 11.11.11.

La campagne 11.11.11

Lors de l'édition 2024 de la campagne 11.11.11, nous avons réalisé plus de **25.850 € de ventes**.

Avec l'abondement, ce sont 41.446,70 € qui ont pu être mobilisés pour soutenir nos programmes de coopération.

Premier mai

Depuis plus de 10 ans, Solsoc participe à la fête du Travail organisée par la FGTB Bruxelles en tenant l'un des bars sur le site du Mont des Arts. Cette action est devenue un rendez-vous annuel incontournable pour notre récolte de fonds, permettant de soutenir nos projets de développement. En 2024, cette action a permis de dégager un bénéfice net de

3.134,49€

MERCI À TOU·TE·S CELLES ET CEUX QUI NOUS ONT SOUTENUS!



Quelques chiffres clés

25.850€

ont été récoltés par Solsoc lors de l'**Opération 11.11.11**.

20.000€

supplémentaires ont été récoltés en soutien à ses **partenaires palestiniens MAAN et PAC**.

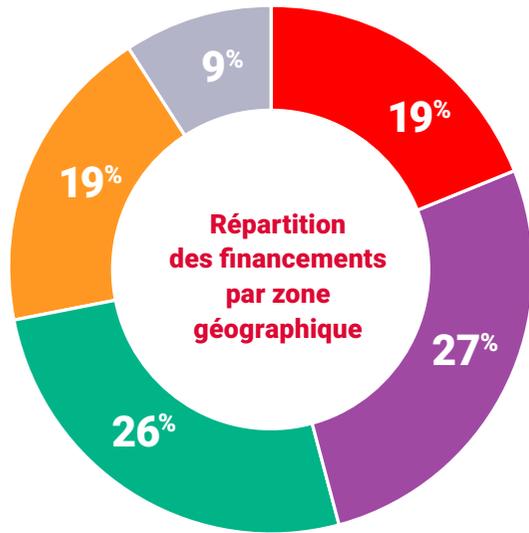
En 2024, le soutien des donateur·rice·s individuel·le·s s'est élevé à

19.023,26€

FINANCES & ADMIN

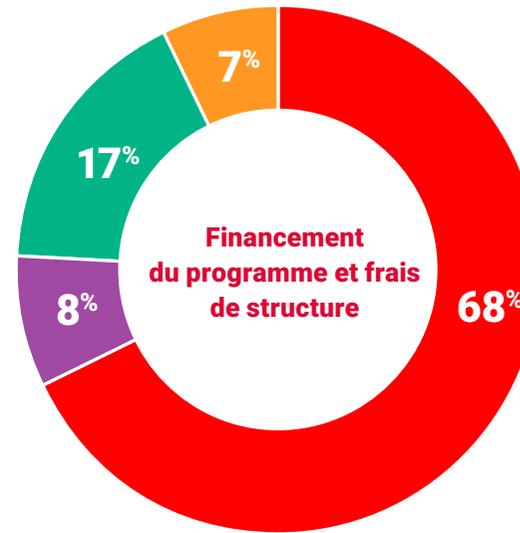


LES FINANCES



TOTAL dépenses programme et projets
= 6.167.271 €

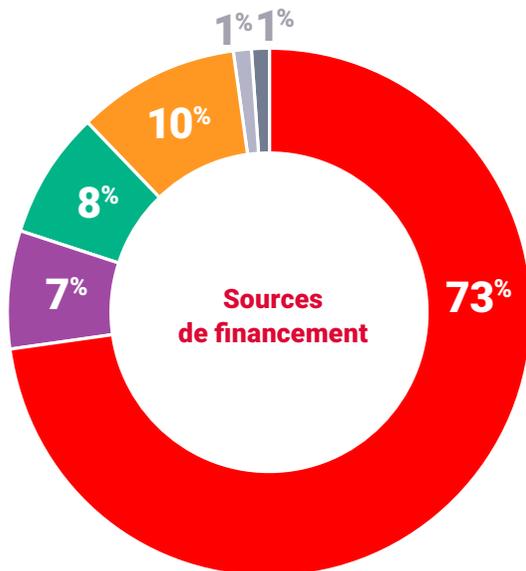
- BELGIQUE
- AFRIQUE CENTRALE
- AFRIQUE DE L'OUEST ET DU NORD
- AMERIQUE LATINE
- PALESTINE



TOTAL charges (charges d'exploitation et charges financières)
= 7.547.446,50 €

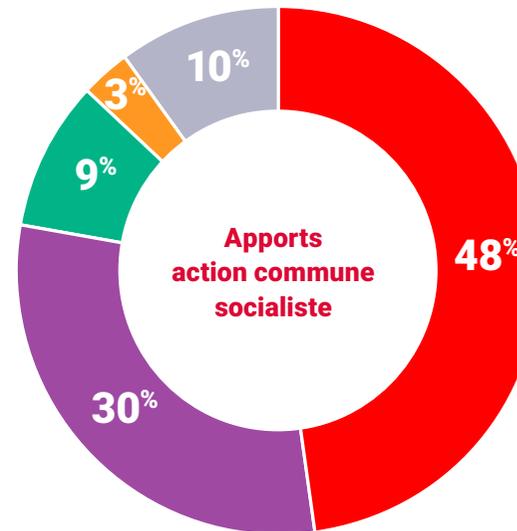
Volet Nord : 461.765,72
Volet Sud : 3.897.048,01
Coûts gestion : 509.190,11
Structure : 1.338.795,19

- VOLET INTERNATIONAL
- COÛT DE GESTION
- STRUCTURE
- VOLET BELGIQUE



TOTAL revenus
= 6.762.071 €

- DGD PGM
- ACTIRIS+MARIBEL
- 11.11.11 & PUBLIC AUTRE (WBI, BXL CAPITALE, ...)
- FINANCEMENTS STRUCTURELS
- DONS
- PRODUITS DIVERS (1^{ER} MAI, ...)



TOTAL financements structurels
= 660.330 €

- SYNDICAT FGTB
- SOLIDARIS
- PS & GROUPES PARLEMENTAIRES
- MULTIPHARMA
- P&V

L'ÉQUIPE AU 31/12/2024



Au 31 décembre 2024, l'équipe de Solsoc était composée de 17 personnes représentant 15,95 équivalents temps plein (ETP).

Ilaria BASSETTO

Mobilisation

Liviu BERCARU

Communication et Recherche de Fonds

Michel CAROVIS

Appui administratif et technique

Sylvie DEMEESTER

Partenariat RD Congo

Federico DIDONÈ

Partenariat Maroc et Palestine

Amadou KANE

Partenariat Burundi

Stéphanie LECHARLIER

Coordination service Mobilisation citoyenne et politique

Alexandra NOEL

Ressources humaines

Casimir NSABIMANA

Gestion financière et comptabilité

Francesca PALAZZOTTO

Secrétariat

Stephan REGNARD

Partenariat Burkina Faso et Sénégal

Simon RIX

Recherche et plaidoyer

Victor ROMERO AMIGO

Appui au service partenariat international / suivi-évaluation MEAL et partenariat ATI en Colombie

Aurore SCHREIBER

Recherche et Plaidoyer

Karima SEBBAH

Suivi budgétaire des programmes

Marie-Thérèse VERHEYLEWEGEN

Partenariat Bolivie et Colombie

Veronique WEMAERE

Directrice

MERCI À NOS PARTENAIRES EN BELGIQUE



SOCIALE STRIJD
WERELDWIJD



Wallonie - Bruxelles
International.be



